

Tribune

Avatar d'une démocratie à bout de souffle ? « La "cancel culture", dernier recours d'une population sans autre voix que l'Internet »

samedi 8 août 2020, par [MURAT Laure](#) (Date de rédaction antérieure : 1er août 2020).

L'essayiste et historienne estime, dans une tribune au « Monde », que la stigmatisation à laquelle se livrent en ligne certains militants de gauche radicale peut certes être excessive, mais elle est l'expression de la colère d'une population marginalisée et sans autre voix qu'Internet.

Sommaire

- [« Tyrannie des minorités »](#)
- [Dérives inquiétantes](#)
- [Nouvelle dictature de l'opinio](#)
- [Le racisme et le sexisme \(...\)](#)

C'est une guerre culturelle. Elle est à la fois plus ancienne qu'on le croit et plus inédite qu'on le pense. Dans la cacophonie des passions et des controverses qu'elle suscite et dont la presse se fait désormais quotidiennement l'écho, elle vaut surtout pour les questions qu'elle pose. De quoi s'agit-il ? De la « cancel culture », soit littéralement la culture de l'annulation, qui consiste à pointer du doigt une personnalité ou une entreprise dont un propos, ou une action, a été considéré comme répréhensible ou « offensant » et à lui retirer son soutien via les réseaux sociaux.

Cette définition, assez large pour faire consensus, désigne avant tout un mode d'expression composé de discours - de la critique à l'insulte - et d'actions - du sit-in au déboulonnage de statues. Elle recouvre une multitude de pratiques, du boycott - droit politique - au cyberharcèlement - délit moderne.

Autant dire d'emblée que la « cancel culture », dont le terme remonterait à 2015, fait du neuf avec du vieux. Elle est l'outil le plus récent d'une contestation politique de plus en plus intense, issue des minorités et de la gauche radicale américaine, s'inscrivant dans le combat des droits civiques et du féminisme, excédées par l'impunité du pouvoir et la passivité des institutions face au racisme, à l'injustice sociale, au sexisme, à l'homophobie, à la transphobie, entre autres.

Black Lives Matter et #metoo sont parmi les mouvements qui empruntent à la « cancel culture » pour dénoncer des situations iniques, exiger des institutions qu'elles prennent leurs responsabilités en cessant d'honorer des personnalités accusées d'agressions sexuelles ou d'œuvres racistes.

« Tyrannie des minorités »

C'est ainsi qu'on a vu nombre de journalistes harceleurs quitter leur poste, ou le Parlement américain accepter, sous la pression, de retirer du Capitole les statues des confédérés. La mort de George Floyd a imprimé une impulsion nouvelle à cette vague qui gagne l'Europe, où l'on a vu à Bristol [Royaume-Uni] la statue d'un marchand d'esclaves être jetée à l'eau par la foule, ou [l'ancien roi des Belges] Léopold II être emporté par une grue à Anvers. L'activité sur Twitter a explosé, les exigences se sont démultipliées. La machine s'emballé.

Dernier recours d'une population exaspérée, marginalisée et sans autre voix ni pouvoir que l'Internet, la « cancel culture » est devenue l'arme à double tranchant de « clicktivistes » sans frein qui, à force d'oukases et de menaces tous azimuts, s'attirent aujourd'hui de plus en plus de critiques. « Tyrannie des minorités », « appel à la censure », « intolérance et ostracisme », la « cancel culture » annoncerait la fin de la liberté d'expression, selon une tribune publiée dans Harper's Magazine et dans Le Monde, et signée par 150 personnalités, plutôt classées à gauche.

Ce délire de pureté, de transparence et d'une cohérence forcenée fait craindre, en France, et au prix d'un anachronisme classique, l'avènement d'une nouvelle Terreur

Un récent sondage (Politico, 17-19 juillet) montre que 44 % de l'électorat américain désapprouvent ces pratiques, 32 % y sont favorables et 24 % se déclarent sans opinion, cependant que 55 % des 18-34 ans reconnaissent y avoir déjà pris part. Plus important, une majorité des sondés (53 %) estiment que ceux qui tiennent des propos offensants en public doivent s'attendre à des conséquences sociales. Si bien que l'on parle plus volontiers aujourd'hui d'« accountability culture » ou culture de la responsabilité. En clair : assumez vos actes et vos propos.

Dérives inquiétantes

Ce principe qui n'a rien d'exorbitant s'accompagne néanmoins de dérives inquiétantes et d'amalgames qui laissent perplexes. Le patron d'une chaîne alimentaire dans le Minnesota a manqué de fermer son entreprise à cause d'un tweet raciste de son adolescente de fille, qui a déchaîné une campagne sans précédent sur les réseaux sociaux.

Sur Twitter, l'effet de concaténation des offenses confine au vertige. Si j'« annule » X et que Y le soutient, Y sera « annulé » à son tour, et s'il s'enferme, tous ses « followers » avec lui. Certains se voient reprocher des propos tenus il y a vingt ans ou des amitiés anciennes avec untel qui aurait fait une blague sexiste. Des vies sont détruites, au terme de campagnes d'exclusion dignes des plus cruels bizutages.

Ni prescription ni seconde chance ne sont au programme dans ces mises au pilori et ces excommunications. Les êtres seraient des blocs, sommés de justifier tout acte et toute parole. Ce délire de pureté, de transparence et d'une cohérence forcenée fait craindre, en France, et au prix d'un anachronisme classique, l'avènement d'une nouvelle Terreur et d'un conformisme moral proprement frénétique.

Nouvelle dictature de l'opinion ?

La « cancel culture », nouvelle dictature de l'opinion ? Ce raccourci, Donald Trump, son ennemi juré, est le premier à le faire. Le 3 juillet, n'accusait-il pas ce « fascisme d'extrême gauche » d'être la

« définition même du totalitarisme » ? Etrange saillie venant d'un homme qui passe son temps à humilier publiquement jusqu'à ses plus proches collaborateurs, ne supporte aucune contradiction, appelle au renvoi de certaines personnalités (notamment des journalistes) et a gagné en célébrité par une émission de télé-réalité, *The Apprentice*, consistant à éliminer (à « annuler » ?) les candidats à coups de : « *You are fired !* » (« Vous êtes viré ! »). Etrange image en miroir aussi que ce face-à-face entre une foule en colère et un président écumant toujours de rage, dans un monde de plus en plus polarisé, clivé, qui a perdu le sens du dialogue – sans même parler de celui de la dialectique.

Posons cette hypothèse. Et si la « cancel culture » n'était que l'avatar logique, inévitable, d'une démocratie à bout de souffle, dite désormais « illibérale », et de l'ère de la post-vérité ? L'enfant illégitime de la pensée occidentale et du capitalisme débridé, dans une société supposément universaliste, aveugle à ses impensés et incapable de reconnaître les crimes et les conséquences sans nombre de l'esclavage et de la colonisation ?

Enfant illégitime, c'est-à-dire hors institution, qu'une de ces drôleries pas si paradoxales de la langue française appelle aussi : enfant naturel. N'allez pas chercher la violence de la « cancel culture » ailleurs que dans la brutalité du pouvoir. Là se loge le danger, et là l'impasse. Car, comme le rappelle la poétesse Audre Lorde, « *The master's tools will never dismantle the master's house* » (« Les outils du maître ne démantèleront jamais la maison du maître »).

Le problème de la « cancel culture » est celui de la riposte, d'une réponse politique adéquate à l'impunité. Car qui annule qui ? Du jour où le footballeur Colin Kaepernick s'est agenouillé en 2016 pendant l'hymne américain pour protester contre les violences policières envers les minorités, il n'a plus été admis à jouer dans aucune équipe de la NFL (National Football League). Et que dire de ces femmes innombrables, violées, harcelées ou qui ont été renvoyées pour avoir refusé une faveur sexuelle à leur employeur ? Annulées, elles aussi, en silence, sans autre pouvoir que de dire, un jour, sur les réseaux sociaux : Moi aussi... Celles qui sont mortes sous les coups de leur compagnon n'auront pas eu cette opportunité.

Le racisme et le sexisme honorés

Pendant ce temps-là, alors qu'on reproche aux féministes leur « maccarthysme », Roman Polanski est honoré par toute une profession qui se pique de distinguer l'homme de l'artiste et Gérard Darmanin, sous le coup d'une accusation de viol, décroche le portefeuille de l'intérieur dans un gouvernement qui a juré de faire de l'égalité homme-femme une priorité. Cet exquis sens de la nuance et du paradoxe qui caractérise le patriarcat finit par lasser.

Car la « cancel culture », c'est aussi et peut-être d'abord cela : un immense ras-le-bol d'une justice à deux vitesses, une immense fatigue de voir le racisme et le sexisme honorés quand les Noirs se font tuer par la police et les statistiques de viols et de féminicides ne cessent d'augmenter. Le lien établi entre l'actualité et l'histoire, les drames du quotidien et les grands récits officiels a souvent fait polémique.

« On ne réécrit pas l'Histoire », dit-on. Or rien n'est plus faux : on passe son temps à réviser nos jugements, à découvrir de nouveaux éléments, à fournir des interprétations inédites. La « cancel culture », à qui il est reproché de sortir les choses de leur contexte et d'imposer un regard manichéen sur le passé, braque le projecteur sur des aspects le plus souvent liés à l'histoire coloniale, dans le but de rééquilibrer un récit jugé mythique, partial, incomplet, pour mieux s'en émanciper.

Churchill a régulièrement fait des déclarations sur l'inégalité des races, Victor Schoelcher n'a,

certes, pas été le seul à abolir l'esclavage. Fallait-il pour autant tagger d'un « raciste » la statue du premier à Londres et renverser celle du second en Martinique, au motif qu'il faudrait honorer en lieu et place l'esclave Romain, dont l'arrestation en 1848 pour avoir joué du tambour avait déclenché le soulèvement libérateur ? Non.

Il est urgent en revanche d'entendre un cri d'alarme qui partout se répand et d'en comprendre les vrais enjeux, afin que la catharsis, la punition et les exactions en tout genre ne deviennent le seul mode de (non) communication entre le pouvoir et le peuple, dans un monde verrouillé par une spéculaire et mortifère logique de flics.

Aux Etats-Unis, la nouvelle gauche, née des mouvements #metoo et Black Lives Matter, serait à l'origine d'un phénomène qui inquiète de nombreux intellectuels américains, la « cancel culture », autrement dit une tendance à vouloir faire taire des voix jugées dissonantes, dangereuses ou haineuses. Né sur les réseaux sociaux, ce phénomène se traduit par des mobilisations qui ont fini par provoquer des démissions, renvois, annulations de conférence, etc. Cinq des auteurs de la tribune que nous publions (Mark Lilla, Thomas Chatterton Williams, George Packer, David Greenberg et Robert Worth) sont des intellectuels engagés dans la défense de la liberté d'expression. Avec les 150 personnalités qui se sont jointes à leur appel, ils estiment qu'une frange de la gauche radicale américaine pratiquerait ainsi une forme de censure. Publié sur le site du mensuel américain Harper's, ce texte devrait l'être également en Allemagne, en Espagne et au Japon.

Plusieurs événements récents témoignent de ces nouvelles tensions. Début juin, le directeur des pages « Opinion » du New York Times, James Bennet, a été licencié après la parution d'une tribune signée par un sénateur républicain appelant à l'envoi de l'armée contre les manifestations violentes. Tant au sein de la rédaction du quotidien new-yorkais que sur les réseaux sociaux, ce texte a suscité une vive émotion, certains estimant qu'il pouvait porter atteinte à la sécurité des personnes noires. Sans soutenir le contenu de cet article, d'autres personnalités ont estimé que James Bennet avait été limogé avec un empressement douteux, comme s'il fallait au plus vite donner satisfaction aux internautes en colère. Parmi les signataires de la présente tribune se trouvent d'ailleurs plusieurs grandes signatures du *New York Times*.

Autre renvoi ayant suscité l'indignation, celui de David Shor, un analyste de données qui a été licencié début juin par son employeur, Civis Analytics, une société de conseil politique proche des démocrates. Il était reproché à M. Shor d'avoir retweeté l'étude d'un chercheur, de l'université de Princeton (New Jersey), qui tendait à démontrer que les manifestations violentes, comme il a pu y en avoir récemment aux Etats-Unis pour dénoncer les violences policières, ont un impact positif sur le vote républicain. Cette attention portée aux conséquences néfastes des manifestations violentes avait été considérée, par certains militants, comme une manière de faire taire la colère des populations noires aux Etats-Unis.

D'autres intellectuels ne partagent pas cette vision du débat sur la « cancel culture ». Ils estiment au contraire qu'il va permettre de donner davantage la parole aux minorités généralement moins ou peu entendues. D'autres encore jugent que les dénonciateurs de la « cancel culture » font fausse route : selon eux, les menaces sur la liberté d'expression viendraient bien davantage de l'extrême droite que de la gauche radicale. Ils ajoutent que le recours à l'intimidation et à la violence pour faire taire ses opposants serait d'abord et avant tout, aux Etats-Unis, le fait des suprémacistes blancs. Ils rappellent également que Donald Trump a, lui aussi, durement attaqué la « cancel culture » le 4 juillet.

Laure Murat (historienne et essayiste, professeure de littérature à la University of California Los Angeles)

P.-S.

- Le Monde. Publié le 01 août 2020 à 01h32 - Mis à jour le 01 août 2020 à 14h51 :
https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/08/01/la-cancel-culture-c-est-d-abord-un-immense-ras-le-bol-d-une-justice-a-deux-vitesses_6047867_3232.html